

La guerre des numéros Inami est relancée

Le contexte

Tout est compliqué dans le débat entourant la délivrance des numéros Inami, sésame indispensable à tout étudiant en médecine pour accéder à la profession.

Pour rappel, les francophones attendent que la ministre de la Santé Maggie De Block (Open VLD) et le ministre de

l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS) trouvent un compromis spécifiant l'avenir de ces attestations. A la demande du fédéral, le ministre Marcourt avait mis en place un filtre à la fin de la première année pour réguler le nombre d'étudiants, mais Maggie De Block souhaite attendre de voir son effet. Les étudiants, incertains quant à leur avenir, manifesteront ce vendredi. D'autres se positionnent. Chacun selon ses intérêts...

Les doyens

Ce sont eux, les doyens de médecine et de médecine dentaire, qui, à travers un communiqué de presse envoyé la semaine dernière, ont voulu relancer un cri d'alarme destiné aux autorités politiques.

En définitive, leur objectif est de pouvoir assurer à l'ensemble des étudiants inscrits dans leurs facultés de médecine la possibilité d'un avenir dans la profession. Sans un nouveau protocole d'accord qui clarifiera la législation pour l'avenir, ceci ne sera cependant pas possible pour eux. La ministre De Block leur répond que, pour l'heure, ils ont encore assez d'attestations disponibles à distribuer, mais ils lui répondent qu'ils souhaitent se projeter à plus long terme et que sans accord les "universités ne prendront aucune décision concernant les dernières attestations disponibles".

A la suite de leur communiqué, ces doyens ont rencontré le cabinet de la ministre mardi soir. "Mais rien n'a évolué, regrette Dominique Van Pee, président du Collège des doyens de médecine. On assiste toujours à un jeu de ping-pong entre les ministres. Sur le fond des arguments donc, nous sommes tout à fait solidaires des revendications étudiantes."

BdO

Les étudiants

A la suite du communiqué de presse des doyens, les étudiants ont décidé de mettre en place une manifestation "historique", qui réunira ce vendredi à Bruxelles les deux syndicats que sont la Fef (Fédération des étudiants francophones) et l'Unécof (l'Union des étudiants de la Communauté française).

Sur le fond, ils rejoignent les inquiétudes et les arguments des doyens, regrettant que le politique "prenne en otage les étudiants en ne pouvant se mettre d'accord et en ne pouvant donc leur assurer un avenir", expliquait Briec Wathélet, président de la Fef. Mais ce qui est plus grave, insistent-ils, c'est que ces numerus clausus ont "généralisé une situation de pénurie qui pèse lourdement sur la qualité de nos soins de santé". Au-delà de la signature rapide d'un nouveau protocole d'accord, la Fef et l'Unécof vont jusqu'à demander "la fin du Numerus Clausus et une réflexion pour modifier la planification".

Seul ombre au tableau de ce front commun est le fait qu'il ne sera pas suivi par le Comité inter-universitaire des étudiants en médecine (le Cium). Celui-ci, qui soutient les arguments des doyens, regrette que la manifestation intervienne si tôt et risque de "briser tout dialogue constructif".

BdO

Les syndicats médicaux

L'Absym (l'Association belge des syndicats médicaux), c'est la grande voix discordante en Belgique francophone. "Les étudiants sont instrumentalisés, pour ne pas dire pris en otage, par la coalition des doyens et recteurs avec le ministre Marcourt, explique le syndicat. Les responsables universitaires sont pourtant bien conscients de l'ineptie que représente la promesse de diplômé dans le futur chacun des étudiants."

Pour l'Absym, une limitation à l'accès aux spécialisations médicales et à la médecine générale est indispensable pour "assurer une formation de qualité". "Le libre accès aux études de médecine ou autres, ne doit pas être confondu avec le droit d'obtenir un diplôme, continue l'Absym. L'encadrement pédagogique, le nombre de patients disponibles pour permettre un enseignement clinique de qualité, le nombre de pathologies se présentant chaque année en Belgique, ne permettent pas de former des contingents excessifs de médecins et encore moins de candidats-spécialistes."

"Il est grand temps que le monde de l'enseignement universitaire et le monde politique de la Communauté française acceptent enfin de consacrer les moyens dont ils disposent à de réelles formations qualifiantes", concluent les syndicats.

BdO

Les ministres

Qui ment? C'est la question que tout le monde se pose. Ce jeudi soir, interrogés par la RTBF, la ministre De Block et le ministre Marcourt (qui n'intervenaient pas en direct) ont fait montre de tout leur désaccord mais surtout de versions anti-nomiques des événements.

Un protocole existe, a affirmé la mi-

nistre fédérale, qui assure qu'il répondrait aux demandes de Jean-Claude Marcourt.

"Maggie De Block réécrit l'histoire, a répondu le socialiste. En juin nous lui avons remis des remarques approfondies, mais il n'y a eu aucune réaction de sa part. Rien ne bouge depuis le mois de juin."

Pour le ministre francophone, la balle est donc dans le camp du fédéral. Lui, assure avoir répondu à toutes les conditions de la ministre en établissant un

filtre à la fin de la première année. "Le fédéral porte l'intégralité de la responsabilité."

Ce dossier ubuesque, personne n'ose encore le dire communautarisé, mais Dominique Van Pee y lit en filigrane deux visions opposées de la médecine que se partagent les néerlandophones et les francophones. Chez ces derniers, le rôle du médecin est considéré comme bien plus central qu'en Flandre.

BdO